

semblables à ceux qu'éprouvent les autres pays dont la dette étrangère est très lourde.

Quant à l'effet sur les taux d'intérêt, l'on peut affirmer sans se tromper que les économistes s'accorderaient à reconnaître que l'économie peut absorber le déficit prévu par le gouvernement pour l'année à venir. Là encore, comme je le proposais dans mon discours, j'invite les députés à me dire dans quels secteurs ils estiment que nous pourrions réaliser des économies substantielles. Il n'est pas question d'économiser 10 millions de dollars en limitant les dépenses en alcool, nourriture et distractions comme le laissait entendre le député de Yellowhead (M. Clark). Je signale respectueusement au député que l'économie de 10 millions ne changerait pratiquement rien à ce déficit. Je demande donc au député de me dire dans quels domaines par exemple nous pourrions diminuer les dépenses. Prenons l'enveloppe des affaires sociales dont j'ai parlé et qui accapare près de 40 p. 100 des dépenses du gouvernement. Où propose-t-il par exemple que soient pratiquées des réductions? Serait-ce dans les programmes d'assurance-chômage? Serait-ce dans les pensions de vieillesse? Ou encore dans les programmes de création d'emplois? Même M. Reagan, le président des États-Unis, a déclaré dans son discours sur l'état de l'Union, qu'il en était venu à la conclusion que les États-Unis devraient consacrer davantage d'argent à l'enseignement et à la formation professionnelle. Il y a longtemps que notre gouvernement a pris de telles mesures.

• (1540)

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Monsieur le Président, je me demande si le secrétaire parlementaire accepterait de nous dire comment il interprète la déclaration que l'ex-ministre des Finances a faite le 31 mai 1982 au comité des finances, du commerce et des questions économiques, lorsqu'il a dit:

Je ne pense pas qu'il serait correct de demander à la Chambre l'autorisation d'emprunter des fonds supplémentaires sans avoir auparavant fait une mise à jour détaillée de la situation économique et financière.

J'aimerais que le secrétaire parlementaire nous dise ce qu'il pense de cette déclaration et pourquoi on devrait fermer les yeux lorsque le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter 19 milliards de dollars, sans exiger qu'il nous donne au moins certains détails sur la façon dont il entend les dépenser?

M. Berger: Monsieur le Président, le député tient des propos ridicules.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Ce n'est pas moi qui tiens de tels propos.

M. Berger: Selon lui, l'opposition ou le Parlement ne devrait pas donner un blanc-seing au gouvernement sans lui demander comment il entend dépenser cet argent.

Or, il y a à peine quelques jours, le président du Conseil du Trésor (M. Gray) a déposé à la Chambre l'une des études les plus détaillées qui aient jamais existé sur les dépenses publiques, le Livre bleu et toutes les études ministérielles qui fournissent des détails à profusion sur les dépenses de chaque

Pouvoir d'emprunt

ministère, et sur leurs plans et prévisions pour l'avenir. Et il a le front de dire que nous leur demandons un blanc-seing!

Il vient de citer les paroles de l'ex-ministre des Finances qui avait dit qu'à son avis il serait incorrect de demander à la Chambre l'autorisation d'emprunter des fonds supplémentaires sans avoir auparavant fait une mise à jour détaillée de la situation économique et financière. Or, le ministre des Finances nous a précisément présenté cette mise à jour en octobre dernier et il en présentera une autre dès que la Chambre en aura terminé avec les questions dont elle est actuellement saisie, notamment les mesures fiscales dont nous remettons l'étude depuis les deux dernières années et le pouvoir d'emprunt actuel.

Je crois que si nous pouvions disposer rapidement de ces questions de même que des autres mesures de diversion qu'ils vont tenter de créer au cours des deux prochaines semaines, nous pourrions obtenir que le ministre des Finances nous mette au courant de la situation économique.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Monsieur le Président, j'hésite à mêler l'actuel ministre des Finances à cette question, compte tenu de ce qui se passe depuis une dizaine de jours et à le mettre dans le même panier que l'ancien ministre des Finances. Nous avons suffisamment entendu parler d'eux depuis quelques jours.

Comment le secrétaire parlementaire entend-il honorer la promesse qu'avait faite en octobre dernier le ministre des Finances, lorsqu'il s'est engagé à déposer un budget avant de demander de nouveaux pouvoirs d'emprunt?

Comme en fait foi le harsard, voici ce qu'il a dit à la Chambre, le 27 octobre 1982:

Dans le budget que je me propose de déposer au début de 1983, je ferai de nouveau le point sur la situation financière de l'exercice, présenterai des estimations pour 1983-1984 et les années futures, avant de demander, le cas échéant, de nouveaux pouvoirs d'emprunt.

Le secrétaire parlementaire voudrait-il expliquer cette déclaration. Vous réclamez maintenant l'argent avant...

M. le vice-président: A l'ordre, je vous prie. Je signale au député de Hamilton-Wentworth (M. Scott) que le temps consacré aux questions et aux réponses est terminé. La présidence n'a pas la tâche facile quand le temps presse et que plusieurs députés demandent la parole. Je suppose qu'il n'est pas facile de répondre à la question.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): C'est impossible, monsieur le Président.

M. le vice-président: Le secrétaire parlementaire...

M. Berger: Brièvement, monsieur le Président...

Une voix: Non.

M. le vice-président: Le secrétaire parlementaire n'a pas le consentement unanime. La parole est au député de Capilano (M. Huntington).

L'hon. Ron Huntington (Capilano): Monsieur le Président, mon discours va être bien différent de celui du député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell), selon qui il ne faudrait pas se soucier du déficit. A l'entendre, ce n'est pas ainsi que nous allons résoudre nos problèmes.